Déclaration Liminaire
CGT FINANCES Publiques 33
CSAL-FS du 3 novembre 2026

Madame la Présidente,

La CGT Finances Publiques 33 regrette l'absence de M. FOURQUET, DRFIP de la Gironde nouvellement nommé sur le département.
La CGT Finances Publiques 33 pensait que les conditions de vie et de santé au travail pouvaient intéresser un directeur qui s'est présenté à nous en insistant sur le fait qu'il était très attaché à l'être humain. Peut-être préfère-t-il préparer le NRP2 ?

Lors du groupe de travail sur le DUERP, la CGT Finances Publiques 33 a bien compris que les cadres A+ étaient la priorité de la direction girondine.
NON, la DRFIP est une structure qui doit fonctionner avec l'ensemble des agents sans distinction de grade et des réunions doivent être organisées pour TOUS les agents.
À quoi bon organiser des réunions entre A+ s'il n'y a aucune répercussion dans les services ? OUI madame la présidente, les réunions organisées par la direction ne donnent plus lieu à des compte-rendus !

Nous souhaitons également revenir sur la question de la souffrance au travail et des risques psychosociaux qui touchent plusieurs points de l'ordre du jour.
La CGT Finances Publiques 33 a déjà alerté la direction sur la multiplication des situations de souffrance au travail et de leurs conséquences dévastatrices sur la santé mentale.
On ne peut pas demander aux agents d'être toujours plus rapides, toujours plus polyvalents, toujours plus disponibles et prétendre ensuite que la souffrance au travail serait uniquement une question individuelle.
On nous propose beaucoup d'actions orientées vers les agents par le biais d'une meilleure information et de plus de formations mais la prévention doit commencer par l'organisation du travail et la lutte contre certaines méthodes de management.
Cela suppose de donner aux services les moyens humains nécessaires, de permettre aux agents de faire correctement leur travail tout en reconnaissant véritablement la dimension collective du travail. Cela suppose de franchir un cap dans l'attaque des pratiques qui tendent au harcèlement.
Notre directeur a très bien su nous annoncer sa politique de tolérance zéro sur des consultations de dossier qui ne pourraient être justifiées. Il a été conforté par une circulaire lui donnant le pouvoir d'appliquer des sanctions de niveau I comme le blâme dès la première incartade. La CGT Finances Publiques 33 attend de sa part une grande

fermeté face aux responsables de ces situations de harcèlement et de management toxique.

Nous ne saurions terminer cette déclaration liminaire sans évoquer que la France vit au rythme des mobilisations sociales depuis plusieurs semaines. Et le gouvernement, pour ne pas répondre aux revendications, préfère se focaliser uniquement sur les dégradations et la violence.

La CGT Finances Publiques 33 rappelle son soutien indéfectible à cette colère sociale nourrie par 10 années de macronisme qui n'a eu de cesse de privilégier les ultra-riches et de rester sourd à l'expression des travailleurs.

La CGT Finances Publiques 33 revendique le droit de vivre dignement de son salaire, de pouvoir se soigner correctement et de disposer de services publics accessibles sur tout le territoire.

L'instant est historique, alors ce jeudi 5 novembre, soyons toutes et tous unis et concernés pour faire entendre notre voix le plus fort possible.

Nous attendons chacun de vous, de l'agent C au cadre A+, titulaires comme contractuels, dans la grève et au départ des manifestations qui s'organisent.